

10 BONNES RAISONS D'INVESTIR POUR LES TERRITOIRES

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019



I SOMMAIRE



Conversation avec **Bruno Cavagné** — P.04

Les Travaux Publics **en chiffres** — P.06

Les Travaux Publics **en France et dans le monde** — P.08

Infrastructures, une utilité publique — P.10

10 bonnes raisons d'investir pour les territoires — P.12 > P.33

En savoir plus sur la FNTF — P.34

Les fédérations régionales — P.35

Plus que jamais, les Français aspirent à « bien vivre ». Investir dans les infrastructures, c'est se déplacer facilement, boire une eau de qualité sans gaspillage, être protégé des catastrophes naturelles, bénéficier d'un éclairage public économe en énergie, disposer du Très Haut Débit partout... C'est offrir la possibilité aux citoyens d'évoluer dans un cadre de vie à la hauteur de leurs attentes.

Les élections de 2020 représentent une échéance charnière : c'est le moment de remettre l'entretien et la modernisation des réseaux au cœur des programmes municipaux.

Les bonnes raisons d'investir ne manquent pas ! La FNTP en a identifié dix principales qui resituent le « bien vivre » des citoyens au centre du développement des territoires. —



CONVERSATION

➔ BRUNO CAVAGNÉ

Président de la **FNTP**

— L'activité dans les Travaux Publics s'est accélérée en 2019. Quelles perspectives attendez-vous pour les années à venir, notamment à l'approche des élections municipales de 2020 ?

B.C.: Les premiers chiffres de l'année 2019 poursuivent la bonne dynamique enclenchée ces deux dernières années. Cette accélération de l'activité a fait apparaître des besoins

importants en main d'œuvre dans le secteur. C'est pourquoi, nous avons lancé l'année dernière une campagne d'attractivité, Les Travaux Publics #FranchementRespect. Avec près de 40 000 jeunes inscrits dans les écoles préparant à nos métiers, les premiers résultats sont excellents. Mais nous ne devons pas relâcher notre effort, nous comptons recruter 200 000 personnes sur 5 ans. Cet objectif ambitieux ne pourra être atteint que si l'activité continue

« Avec des besoins grandissants dans les territoires, les bonnes raisons d'investir ne manquent pas. »

d'être soutenue et si notre secteur cesse d'être ciblé par des mesures fiscales telles que la suppression du gazole non routier (GNR). Nous savons par expérience que l'année d'une élection municipale, et surtout la suivante, sont moins propices à la réalisation de travaux. Il faudra donc éviter un coup de frein brutal en 2020-2021. Les communes représentent près d'un tiers de notre chiffre d'affaires et leur dynamisme conditionne la survie de nos entreprises et le maintien de l'emploi. Cependant, avec des collectivités locales dont la situation financière est globalement saine, nous voulons être optimistes sur les évolutions futures.

— Le mouvement des « Gilets jaunes » a mis à jour un profond malaise territorial. Comment analysez-vous la situation ?

B. C. : À l'origine de cette crise, il y a eu des revendications centrées sur les problématiques de mobilité. On peut entendre ce malaise quand on voit les difficultés rencontrées dans les transports au quotidien et l'état des infrastructures. La qualité des services aux citoyens n'est plus au niveau dans certains territoires. En France, 25 000 ponts nécessitent des réparations, la moitié des routes nationales sont endommagées, 20 % des voies ferrées ont atteint leur durée de vie maximum... C'est une question de cohésion territoriale. Il n'est pas normal que nos concitoyens n'aient pas les mêmes chances de réussite selon que leur endroit de naissance est plus ou moins bien pourvu en infrastructures. Pourtant, c'est le cas quand une personne sur cinq a déjà refusé un emploi ou une formation faute de transports par exemple. Des réponses doivent être apportées et elles passent par de meilleurs investissements dans le domaine de la mobilité certes, mais aussi de l'eau, du numérique...

— Justement, comment répondre aux attentes des habitants dans les territoires ?

B. C. : Que l'on habite à la campagne, en centre-ville ou en périphérie d'une métropole, les citoyens aspirent à bénéficier des mêmes services de base. Se déplacer facilement pour aller au travail, par exemple, ou encore accéder au Très Haut Débit à la maison, respirer un air pur en faisant son jogging, bénéficier d'une eau de qualité au robinet, mais aussi trouver une formation ou un emploi proche de chez soi. Ce sont dans les territoires, au plus proche des gens, que ces choses se jouent. Améliorer leur qualité de vie, c'est rénover la place du village, achever le contournement d'une ville, renouveler l'éclairage public, aménager une aire de jeux pour les enfants... C'est tout simplement entretenir et réaliser les infrastructures d'aujourd'hui et de demain. Pour cela, il faut une volonté politique forte et des moyens. Le financement, c'est le nerf de la guerre. Tant que les moyens ne seront pas à la hauteur des besoins, nos réseaux continueront de se dégrader. Avec des besoins grandissants dans les territoires, les bonnes raisons d'investir ne manquent pas. C'est pour cela que nous avons décidé d'en identifier les dix principales afin d'améliorer la vie du quotidien de nos concitoyens. Les entreprises de Travaux Publics, quant à elles, sont en ordre de marche pour apporter dans les territoires des solutions à travers leur expertise reconnue partout dans le monde. —

LES TRAVAUX PUBLICS EN CHIFFRES ↖

— L'année 2018 confirme l'embellie de 2017, avec une croissance du chiffre d'affaires des entreprises de Travaux Publics de +6,4 %, pour s'établir à 41 milliards d'euros. En 2019, la profession devrait connaître une nouvelle accélération de l'activité.

Toutefois, à l'approche des élections municipales de 2020, les incertitudes grandissent. En effet, l'année des élections, et surtout la suivante, connaissent habituellement un recul de l'investissement municipal, qui représente 1/3 de l'activité. Pour 2020, la dynamique de l'investissement local devrait donc s'atténuer mais sans

connaître un effondrement comme ce fut le cas en 2014: la situation financière des collectivités est bien meilleure et les besoins exprimés par les citoyens en matière de mobilité, de numérique ou de transition écologique n'ont jamais été aussi importants.

L'évolution des investissements dans de nouvelles infrastructures et de l'entretien des réseaux existants est un enjeu essentiel: elle conditionne le dynamisme du secteur et la création d'emplois locaux, mais aussi l'avenir de nombreux territoires lourdement affectés par près d'une décennie de sous-investissements.



41 Mds €

Chiffre d'affaires en France en 2018



8 000

Entreprises dans les Travaux Publics



300 000

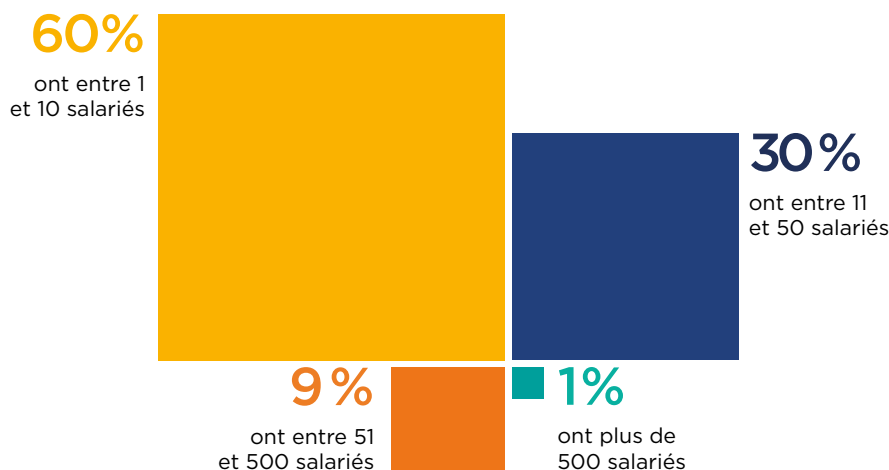
Emplois dans les Travaux Publics



32 Mds €

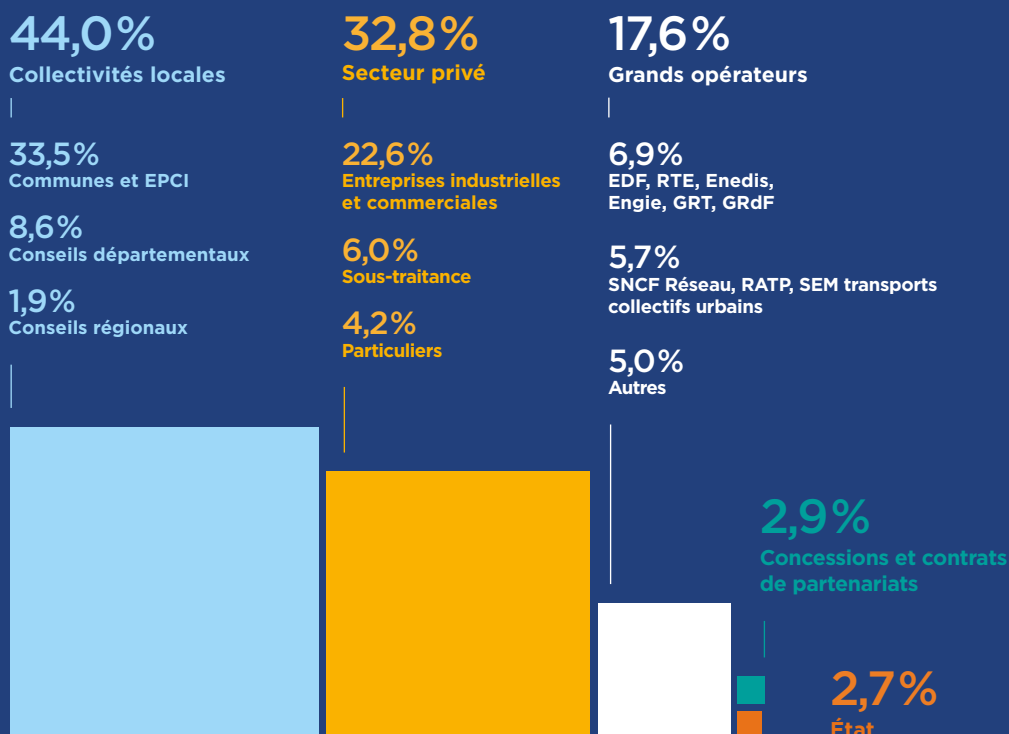
Chiffre d'affaires dans le reste du monde en 2018

RÉPARTITION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS PAR TAILLE



POUR QUI TRAVAILLENT LES TRAVAUX PUBLICS ?

Plus de 2/3 de l'activité des entreprises de Travaux Publics dépendent de la commande publique. Avec 44% de l'activité du secteur provenant des collectivités locales, les entreprises de Travaux Publics interviennent au plus près des besoins du quotidien des Français.



UNE DIVERSITÉ D'OUVRAGES



14,0 Mds €

Travaux routiers



7,3 Mds €

Terrassements



6,9 Mds €

Adduction d'eau, assainissement, autres canalisations et installations



5,8 Mds €

Travaux électriques



3,5 Mds €

Ouvrages d'art et d'équipement industriel



1,2 Md €

Voies ferrées



1,2 Md €

Fondations spéciales, sondages, forages



0,7 Md €

Travaux souterrains



0,4 Md €

Travaux en site maritime ou fluvial

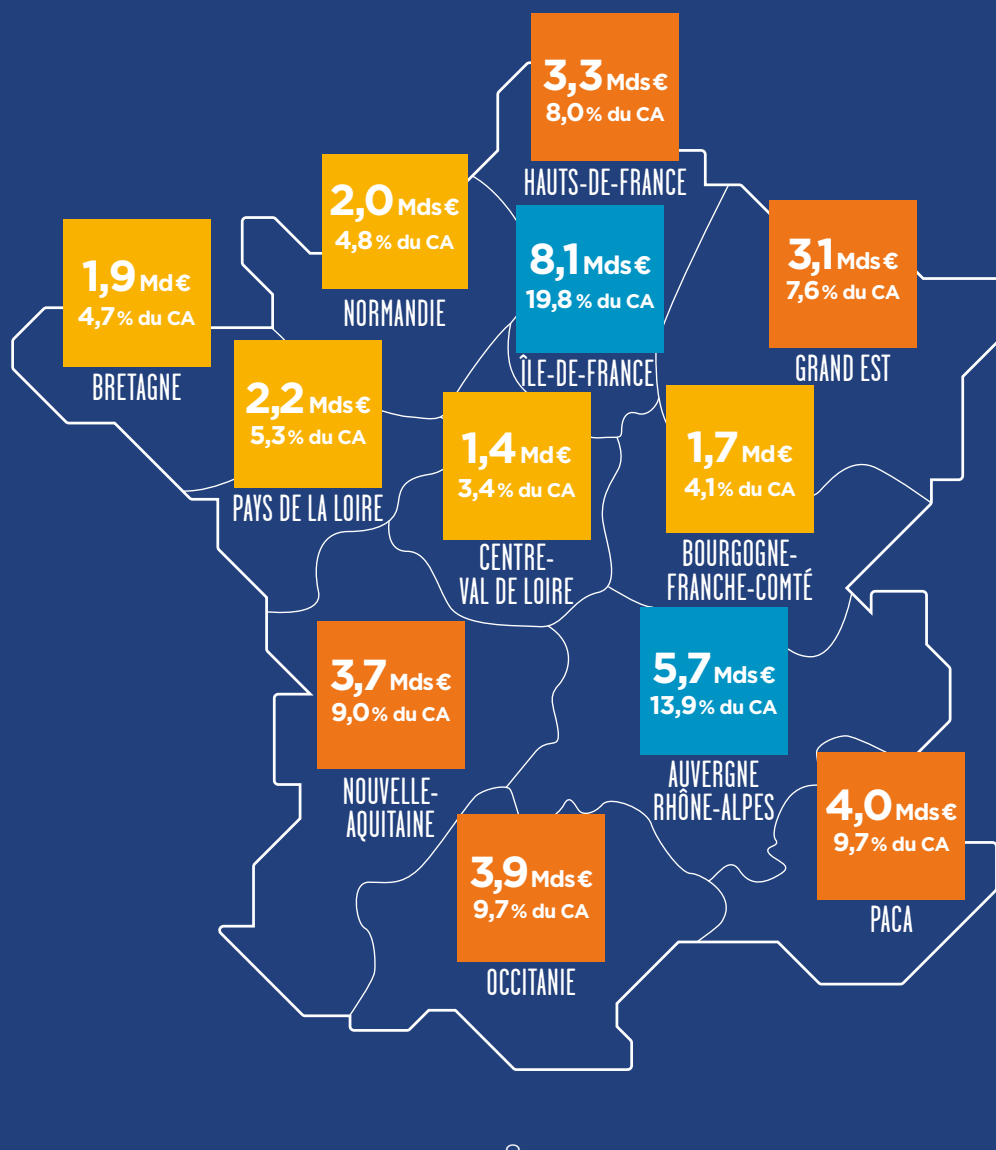
LES TRAVAUX PUBLICS EN FRANCE ET DANS LE MONDE ↗

Les entreprises françaises de Travaux Publics réalisent 73 milliards d'euros de travaux, dont 32 milliards d'euros hors de l'Hexagone. En France, ces entreprises sont réparties sur l'ensemble des territoires, équipant aussi bien les zones urbaines que rurales. Dans le monde, elles exportent leur savoir-faire sur tous les continents.

Chiffre d'affaires par région française en 2018

Les infrastructures participent à la cohésion sociale et territoriale de la France par un maillage fin du territoire. Pour construire et entretenir ces réseaux, plus de 8 000 entreprises de Travaux Publics sont localisées sur tout le territoire et dynamisent par leur présence l'activité économique, aussi bien en zone urbaine que rurale.

UN MAILLAGE FIN ET STRUCTURANT

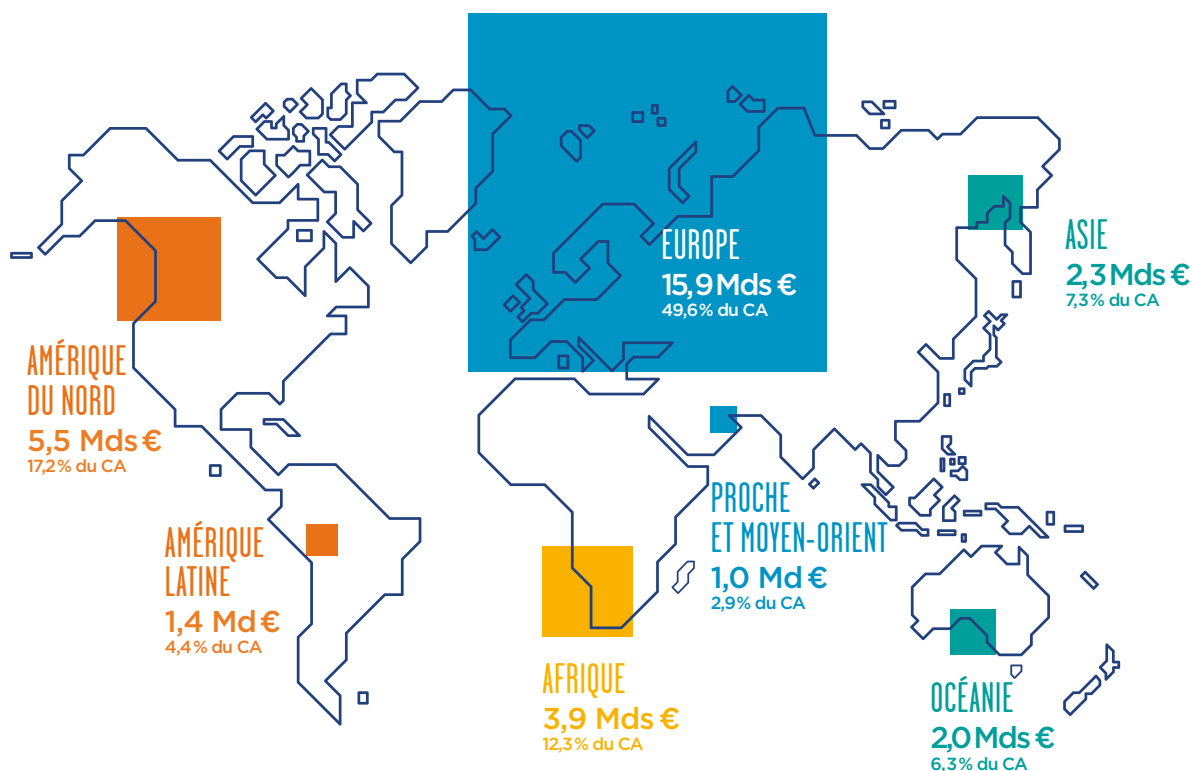


Chiffre d'affaires des entreprises françaises de Travaux Publics à l'international en 2018

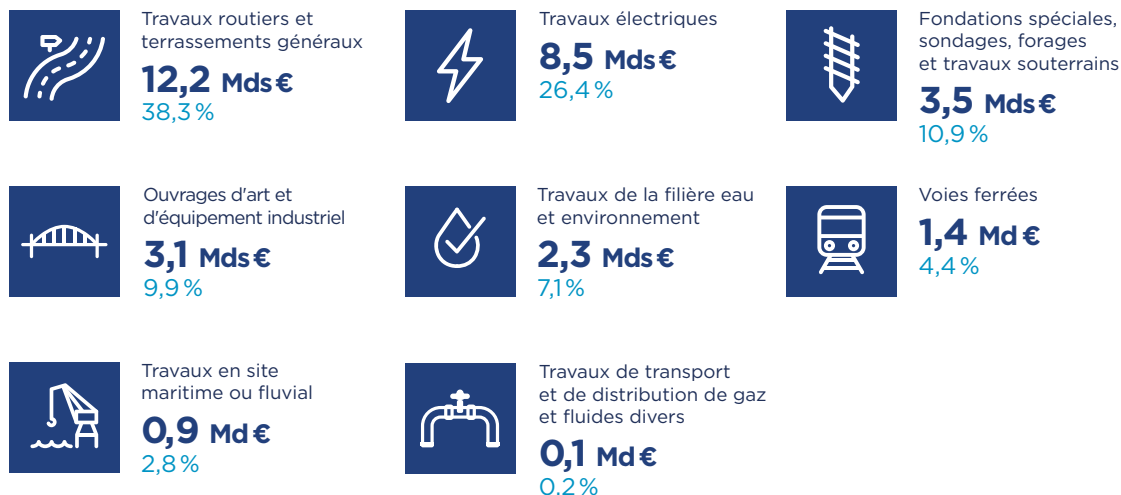
La qualité des ouvrages des entreprises françaises est reconnue mondialement. Ces entreprises réalisent en 2018 un chiffre d'affaires à l'international de 32 milliards d'euros en progression de 6,7% par rapport à 2017. Cette hausse d'activité est essentiellement portée

par le marché d'Amérique du Nord (+25%), et dans une moindre mesure, européen (+4,6%). Ce dernier compte pour près de la moitié de l'activité à l'international, mais les entreprises françaises font aussi référence dans les autres régions du globe.

44%
de l'activité
réalisée à l'international



Chiffre d'affaires international par spécialité en 2018

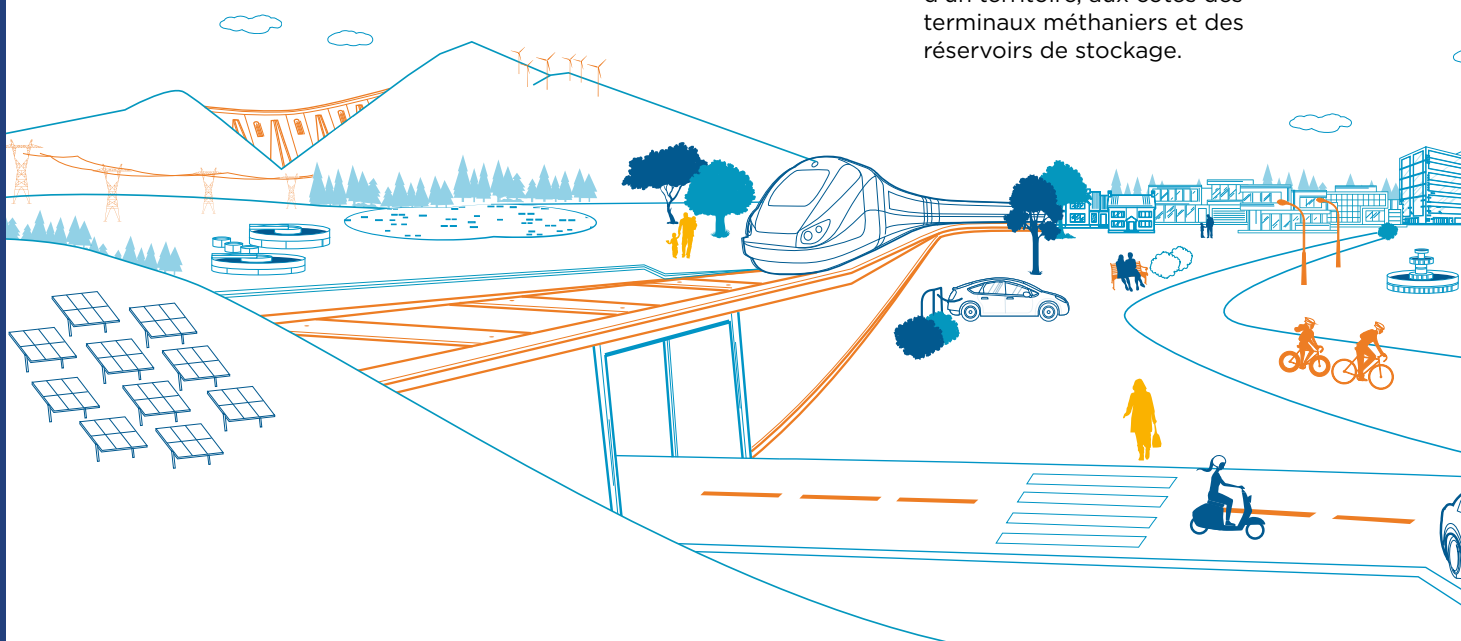


INFRASTRUCTURES UNE UTILITÉ PUBLIQUE ↖

L'utilité au service du collectif caractérise les entreprises de Travaux Publics. Elles entretiennent, modernisent et construisent les infrastructures qui irriguent les territoires. Les réseaux tissent les liens entre les citoyens et contribuent au développement économique, à la préservation de l'environnement et à la qualité de vie locale.

STOCKER, TRANSPORTER ET DISTRIBUER LE GAZ

— Les 35 000 km de gazoducs et 200 000 km de canalisations de distribution de gaz font partie des réseaux stratégiques d'un territoire, aux côtés des terminaux méthaniers et des réservoirs de stockage.



ACCÉLÉRER LES ÉCHANGES D'INFORMATIONS

— Le déploiement de la fibre optique est une condition indispensable au développement de l'économie numérique. 20 milliards d'euros sont ainsi programmés dans le cadre du Plan France Très Haut Débit (THD) avec l'objectif de couvrir 100% du territoire français d'ici à 2025. Cet investissement est essentiel car plus de la moitié des logements français, principalement localisés dans les territoires peu denses, n'ont toujours pas accès à la fibre optique.

OUVRIR LES TERRITOIRES À L'INTERNATIONAL

— Les aéroports sont les portes d'entrée de la France et du continent européen. En France, ils ont accueilli plus de 200 millions de passagers en 2018. Quant aux ports, avec 368 millions de tonnes de marchandises et 29 millions de passagers annuels, ce sont aussi des piliers incontournables du développement international.

DÉVELOPPER ET RÉHABILITER LE RÉSEAU FERROVIAIRE

— La performance du réseau ferroviaire français est reconnue pour ses 2590 km de lignes à grande vitesse. L'entretien et la mise à niveau de l'ensemble des 28 000 km de lignes classiques sont également cruciaux pour la sécurité, le développement économique des territoires et la mobilité du quotidien : plus d'1 train sur 10 était en retard en 2018.

FAIRE FACE AUX DÉFIS ÉLECTRIQUES

— Défi de la production avec l'entretien et la construction de centrales électriques, barrages ou autres énergies renouvelables. Défi de la distribution avec 100 000 km de lignes de transport à haute tension et 1,4 million de km de lignes de distribution aériennes et souterraines. Défi du déploiement de bornes de recharges pour véhicules électriques avec certains territoires ne disposant encore d'aucune borne. Défi d'un éclairage public performant qui permet des économies de 40 à 60% sur la facture d'électricité d'une commune et sur les émissions de CO₂.

RELANCER LE TRANSPORT PAR VOIE FLUVIALE

— Avec 8 500 km de voies navigables, la France dispose d'1/4 du réseau fluvial européen. Pourtant, le fret associé représente moins de 2% du transport de marchandises contre 6% en moyenne en Europe. D'importants travaux de mise à grand gabarit ou de connexions sont nécessaires.

MIEUX VIVRE ET SE DÉPLACER

— Les métros, tramways ou bus à haut niveau de service améliorent la mobilité, le désenclavement des territoires et l'accessibilité des emplois. 1 Français sur 4 a déjà dû refuser un emploi ou une formation faute de moyen de transport. La construction de plateformes d'échanges favorise le développement de l'intermodalité et des nouveaux modes de déplacement des citoyens: covoiturage, autopartage, vélos, bus... Les équipements publics, aménagements urbains ou espaces verts, sont aussi des éléments clés du bien-être et de la cohésion sociale.



PROTÉGER LES TERRITOIRES

— La protection des milieux fragiles, la construction de digues pour lutter contre les inondations ou les travaux de génie écologique sont des enjeux majeurs. 2 communes sur 3 en France sont exposées à au moins un risque climatique. En rendant les territoires résilients face aux aléas, il s'agit de limiter au maximum l'impact des catastrophes naturelles, notamment pour les territoires particulièrement exposés.

EAU : UN PATRIMOINE À RENOUELER

— Le patrimoine de l'eau, évalué à plus de 400 milliards d'euros, se compose d'1 million de km de réseaux d'eau potable, 370 000 km de réseaux d'assainissement, 21 000 stations d'épuration et de structures de stockage. La préservation de ce patrimoine est un enjeu de société majeur: 1 litre d'eau potable sur 5 est perdu dans la nature à cause des fuites.

AMÉLIORER ET ENTREtenir LES RÉSEAUX ROUTIERS

— 11 000 km d'autoroutes, 390 000 km de routes nationales et départementales, 688 000 km de routes communales, 250 000 ponts et 900 tunnels routiers constituent le patrimoine routier français. Il est impératif d'entretenir, de moderniser et de développer ces réseaux: 18 à 20% des ponts communaux sont en mauvais état structurel et pourraient à court terme poser des problèmes de sécurité et de disponibilité pour les usagers.

10 BONNES RAISONS D'INVESTIR POUR LES TERRITOIRES

01



ENVIRONNEMENT

CONSTRUIRE un monde plus respectueux de l'environnement

— 14

02



ENTRETIEN DU PATRIMOINE

RENFORCER la sécurité et la fiabilité des réseaux — 16

06



NUMÉRIQUE

CONNECTER les Français au monde numérique — 24

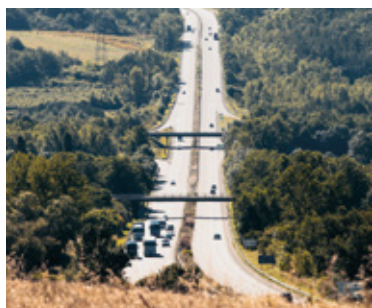
07



INNOVATION

CONCEVOIR les territoires de demain — 26

03



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

RÉVEILLER les opportunités de développement — 18

04



COHÉSION TERRITORIALE

CRÉER du lien dans les territoires — 20

05



MOBILITÉ

SE DÉPLACER autrement — 22

08



INTERNATIONAL

APPORTER les meilleures solutions partout — 28

09



FORMATION ET RECRUTEMENT

FORMER ET EMPLOYER dans les territoires — 30

10



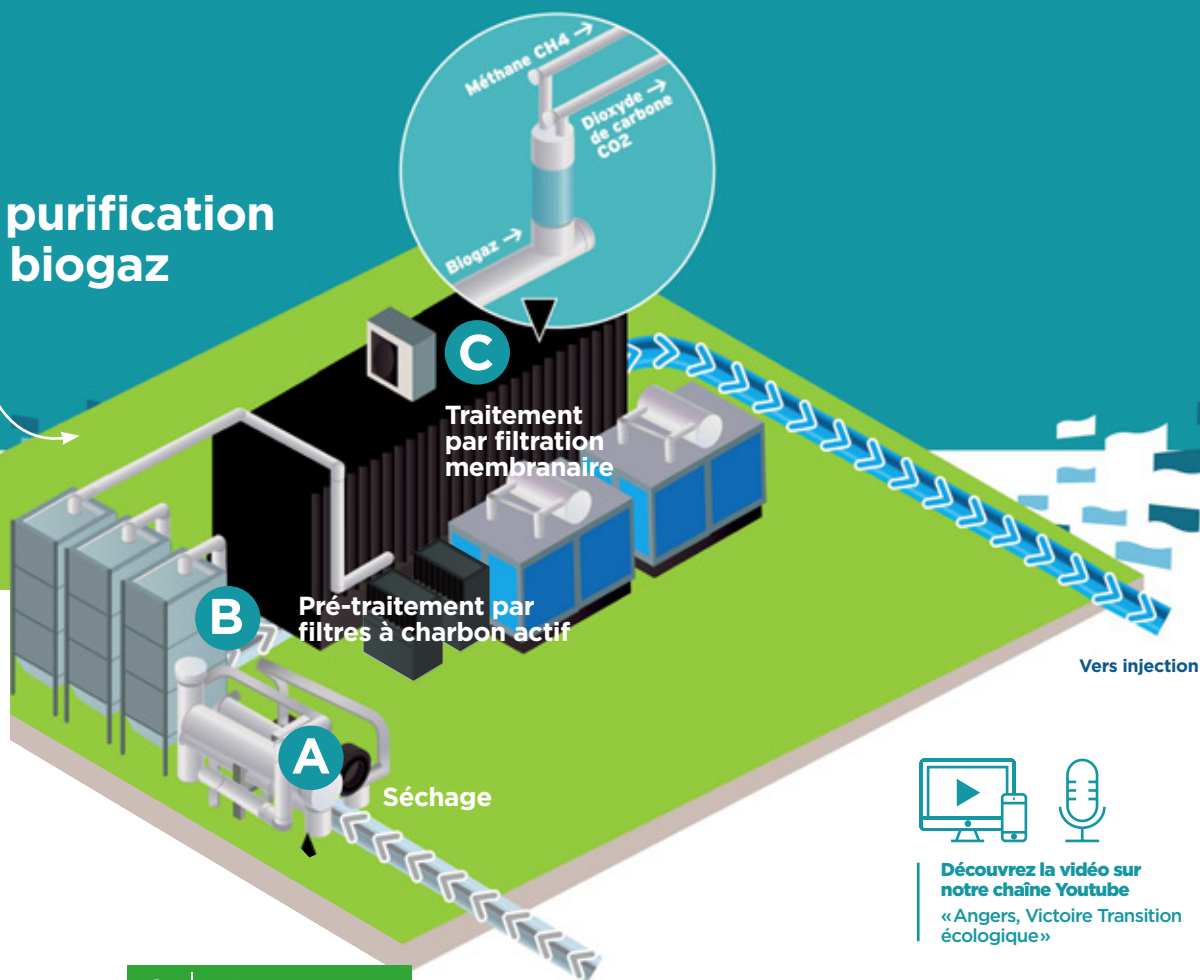
INSERTION

PROPOSER de véritables carrières professionnelles — 32

CONSTRUIRE

UN MONDE PLUS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

La purification du biogaz



Découvrez la vidéo sur notre chaîne Youtube «Angers, Victoire Transition écologique»

Q | CAS CONCRET

À Angers, l'économie circulaire est une réalité!

La station d'épuration d'Angers la Baumette se modernise. Couvrant le périmètre d'Angers et de 33 communes de l'agglomération Angers Loire Métropole, elle traite l'eau et les boues associées de 285 000 habitants.

Auparavant brûlé dans une torchère, le méthane issu des boues d'assainissement est désormais séparé des autres gaz grâce à l'installation d'une unité de purification.

Ainsi isolé, le méthane est purifié et réinjecté dans le réseau de chauffage urbain des Angevins au lieu d'être rejeté dans l'atmosphère.

Aujourd'hui, 1,3 million de m³ de méthane sont récupérés annuellement par ce procédé, représentant de fortes économies pour la collectivité. De plus, avec 22 000 tonnes équivalent CO₂ d'émissions évitées, cette unité de purification contribue à diminuer l'empreinte carbone du territoire!

ENVIRONNEMENT

01

La mise en place d'actions de préservation de l'environnement est la première attente des Français vis-à-vis de leur maire. Qu'elles soient conçues pour limiter le changement climatique, réduire l'empreinte carbone d'un territoire ou protéger les populations de catastrophes naturelles, les infrastructures sont partie intégrante de la solution.

— **Les énergies renouvelables, un enjeu d'abord local**

Respecter les engagements de l'accord de Paris rime avec la nécessité de réduire les émissions de CO₂ liées à la production d'énergie. Pourtant, les énergies renouvelables ne comptent que pour 16,5% de la consommation finale d'énergie en France en 2018 au lieu de 20,5% visés. Il est urgent d'accélérer la cadence.

Les territoires se situent au cœur de la transition énergétique. Avec l'émergence des énergies renouvelables, le niveau local prend de plus en plus de place dans la politique énergétique française. Ce changement de modèle bouleverse profondément la production et la consommation de l'énergie: autoconsommation en développement, fermeture annoncée de centrales thermiques, raccordement au réseau électrique... L'essor des énergies renouvelables est également une opportunité de développement: les infrastructures d'énergie, qu'elles soient de transport ou de production, deviennent des leviers de développement et d'aménagement des territoires. Par exemple, les recettes fiscales pour les collectivités qui accueillent des parcs éoliens terrestres ont atteint 151 millions d'euros en 2018!

— **Les infrastructures au service de la résilience des territoires et de la protection des citoyens**

Inondations, tempêtes, sécheresses, glissements de terrain, érosions... Les territoires sont de plus en plus exposés aux aléas climatiques. La France est le pays d'Europe qui connaît le plus de dégâts liés au dérèglement climatique depuis 20 ans, causant en moyenne chaque année 1120 décès. Les infrastructures protègent citoyens et territoires et contribuent fortement à la résilience de ces derniers. Construction de digues,



AVIS D'EXPERT



Stéphane Rutard
Directeur du développement durable à la FNTF

La protection de la biodiversité, l'économie des ressources et la baisse des émissions de CO₂ sont des enjeux permanents des entreprises de Travaux Publics.

La FNTF les accompagne dans cette démarche, à travers différents outils: Omega TP qui permet de réaliser le bilan d'émissions de GES de l'entreprise ou encore MaTerrio qui facilite le recyclage des déchets de chantier.

 WWW.MATERRIO.COM

46%

des Français

ont pour première priorité la préservation de l'environnement.

îlots de fraîcheur ou bassins de rétention des eaux de pluie constituent des réponses adaptées selon les situations. Elles sont indispensables alors que plus de 10 000 communes et 17 millions d'habitants se situent en zones inondables. Ne pas investir dans des infrastructures de prévention et de protection risquerait de coûter très cher. L'avancée de la mer sur un quart du littoral français menace 1,4 million de résidents, ainsi que 850 000 emplois. Le coût des dommages dus à une montée des flots de 45 cm est estimé entre 3 et 4 milliards d'euros par an à l'horizon 2040.

— **Les Travaux Publics, un secteur engagé dans le développement durable**

Économies d'énergie, maîtrise des émissions de gaz à effet de serre, minimisation du recours aux matières premières non renouvelables... Conscientes de l'urgence environnementale, les entreprises de Travaux Publics innovent au quotidien pour proposer des solutions à faible impact environnemental.

Il est par exemple désormais possible de construire une route 100% recyclée qui n'utilise aucun granulat extérieur à celui déjà présent sur place. De même, il est possible de remplacer une partie des composants d'une route par du chanvre. Ces différentes méthodes permettent des réductions d'émissions de CO₂ allant de 10 à 20% par rapport à un chantier classique! —

RENFORCER

LA SÉCURITÉ ET LA FIABILITÉ DES RÉSEAUX

Q | CAS CONCRET

Pont Lorois: un passage incontournable à entretenir.

Dans le département du Morbihan, au sud de la Bretagne, le Pont Lorois relie les 18 000 habitants de la communauté de communes de Blavet Bellevue Océan aux 85 000 administrés de la communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique. Fragilisé par la corrosion maritime et la circulation en hausse, il nécessitait d'être rénové. L'ouvrage suspendu, long de 115 mètres, présentait notamment d'importants signes de dégradation du béton et du tablier. La chaussée existante a ainsi été rabotée, l'étanchéité du tablier a été déposée avant de mettre en œuvre 1 000 tonnes d'enrobés et de couler en place 500 mètres de bordures en béton. D'une manière générale, l'état du patrimoine français d'ouvrages d'art est alarmant. Alors que 90 % des ponts français sont gérés par les collectivités territoriales, 80 % des élus interrogés estiment ne pas disposer des ressources nécessaires pour leur surveillance et leur entretien. La profession propose ainsi la mise en place d'un carnet d'entretien associé à chaque ouvrage de génie civil afin de permettre une gestion préventive, simple et logique du patrimoine.



Avec plus d'1 million de kilomètres de routes, 250 000 ponts, 1 million de kilomètres de canalisations d'eau potable, 9 millions de points lumineux..., la France est dotée d'un patrimoine d'infrastructures au service des citoyens très conséquent. Ce patrimoine est fortement sollicité. Son entretien se heurte néanmoins à de nombreux obstacles aux lourdes conséquences.



— Un patrimoine à entretenir

La France bénéficie d'une densité d'infrastructures parmi les plus importantes d'Europe. Pourtant, par manque d'investissement, ce patrimoine se dégrade rapidement. L'âge moyen des voies du réseau ferroviaire est de plus de 30 ans, près de la moitié des chaussées nationales et départementales nécessitent un entretien urgent, 25 000 ponts sont en mauvais état, 45% des installations d'éclairage public ont plus de 25 ans...

Les collectivités territoriales sont en première ligne. Plus d'1 sur 4 a déjà procédé à la fermeture ou à des restrictions de circulation sur un pont pour des raisons de sécurité. Il est urgent de consacrer enfin les moyens adéquats au maintien en état des infrastructures, sans quoi ni la sécurité des citoyens ni les services offerts par le réseau ne pourront être assurés pleinement.

— Une connaissance des réseaux à améliorer

Entretien ses infrastructures nécessite de bien connaître son patrimoine. Bien souvent, les collectivités sont démunies. Près d'1 maire sur 5 estime mal connaître son patrimoine d'équipements de la route (signalisations, glissières, écrans acoustiques...), 73% des communes ou intercommunalités affirment ne disposer d'aucune base de données de recensement de leurs ouvrages d'art, plus de la moitié des collectivités connaissent mal leurs réseaux d'eau potable... Identifier les parties des réseaux à entretenir et évaluer les montants à y consacrer permet de lisser les investissements dans le temps et d'éviter de faire face un jour à un mur de l'investissement souvent infranchissable pour les plus petites collectivités.



AVIS D'EXPERT



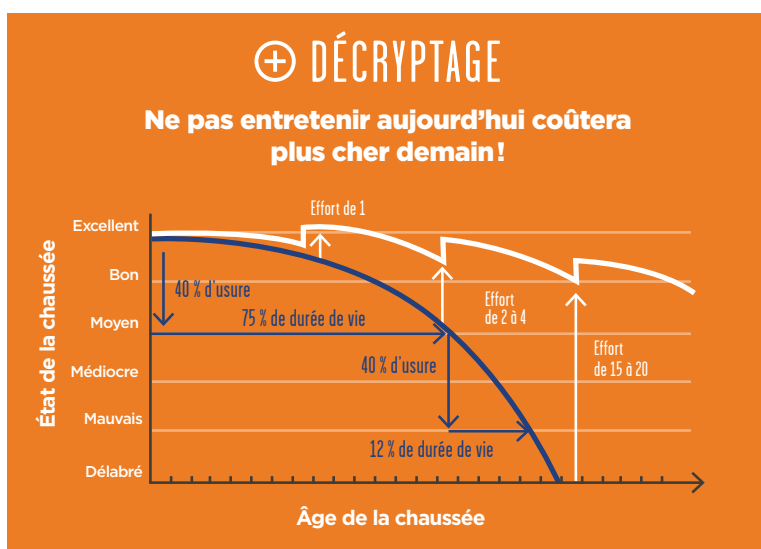
Clotilde Terrible
Secrétaire générale
des Canalisateurs

Les Canalisateurs ont mis à disposition de ses entreprises adhérentes l'application pour smartphone CANOMÉMO, une aide technique en temps réel, simple d'utilisation et multi-usage.

Les entreprises disposent donc d'un outil supplémentaire afin d'accompagner les collectivités dans l'entretien de leurs réseaux d'eau. C'est indispensable, alors que près d'1 litre d'eau sur 5 est perdu dans la nature pour cause de fuites!

— Investir pour la sécurité et la qualité de service

La dégradation des infrastructures a des incidences directes sur le quotidien des citoyens : elle s'accompagne d'une baisse du niveau de service et d'incidents à répétition. Par exemple, en 2017, 11,7 millions de minutes ont été perdues sur le réseau ferré national et parmi les trains qui ont circulé, 1 sur 6 est arrivé avec un retard de plus de 5 minutes à son terminus. C'est aussi une question de sécurité alors que 10 à 20% des passages à niveau en France sont considérés comme particulièrement accidentogènes sur les 15 405 que compte l'Hexagone.



38%
seulement des Français
sont satisfaits de l'état des infrastructures.

RÉVEILLER

LES OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT

03 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



🔍 CAS CONCRET



Découvrez la vidéo sur
notre chaîne Youtube
«Saint-Étienne, Victoire
Développement économique»

L'extension de la 3^e ligne de tramway de Saint-Étienne: un projet rentable pour la collectivité!

L'extension de la 3^e ligne de tramway de Saint-Étienne, longue de 4,3 kilomètres, desservira 6 nouvelles stations entre les stations existantes de Châteaucreux (au sud) et Guichard (au nord). Sa mise en service est prévue fin 2019. Elle s'inscrit dans le cadre d'une importante stratégie urbaine déployée dans le secteur nord-est de la ville. Ce secteur compte plusieurs équipements sportifs (notamment le Stade Geoffroy-Guichard), espaces culturels et récréatifs (Zénith, salle de musique, Parc des Expositions...) et établissements éducatifs.

À l'horizon 2025, cette stratégie devrait attirer plus de 3000 habitants et déboucher sur la création de plusieurs milliers d'emplois. Grâce aux gains de temps et de sécurité, ainsi qu'à la réduction de la pollution sonore et atmosphérique, le projet est également créateur de plus de 35 millions d'euros de valeur socio-économique pour la collectivité. À chaque euro investi, c'est 1,25 euro rapporté à terme!

Véritable base pour les échanges de biens, de services, de capitaux et les déplacements des citoyens, les infrastructures sont étroitement liées à l'avenir et au dynamisme économique des territoires.

— Investir pour la croissance locale

62% des Français considèrent qu'investir dans les infrastructures est vital pour la croissance économique future. En effet, les impacts pour l'économie locale sont importants que ce soit par la création directe d'emplois générée par la construction des réseaux ou par les services rendus à terme par ces derniers. Selon une étude de l'OFCE, un choc d'investissement public équivalent à 1 point de PIB créerait 286 000 emplois dans le secteur marchand au bout de 5 ans en France. Les réseaux induisent également des retombées économiques directes. Par exemple, la mobilité routière génère chaque année près de 45 milliards d'euros de recettes fiscales en France.

— Les infrastructures au service du développement des territoires

Qu'ils se déplacent en voiture, à vélo, à pied, en tramway, en train, à trottinette..., les citoyens utilisent quotidiennement les infrastructures de mobilité. Les routes, les ponts, les voies ferrées... sont les supports du déplacement des salariés comme des touristes à travers les territoires. En 2018, l'utilisation des réseaux de mobilité en France totalise l'équivalent de 939 milliards de voyageurs-kilomètres. De plus, 1/3 des Français en emploi passent au moins 30 minutes dans les transports pour rejoindre leur lieu de travail.



⊕ FOCUS

Un plus pour l'attractivité des territoires

L'équipement d'un territoire en infrastructures est une condition prioritaire d'implantation des entreprises étrangères et d'attractivité pour leurs salariés. L'accessibilité internationale et les infrastructures représentent en effet le 5^e atout de la France pour les dirigeants internationaux. En 2018, la France est repassée en tête des pays européens pour le nombre de projets d'investissements directs étrangers!

Point de croissance économique sans échanges de biens et de services. Les infrastructures françaises sont aussi fortement sollicitées pour approvisionner les entreprises en marchandises et assurer la fluidité des flux logistiques. 356 milliards de tonnes-kilomètres de marchandises se sont ainsi échangées à travers les territoires en 2018. Avec 237 millions de tonnes de marchandises débarquées et 131 millions de tonnes embarquées en 2018, les ports français constituent d'importantes ouvertures vers les marchés internationaux. Bénéficiant d'une situation géographique privilégiée au cœur de l'Europe et grâce à un réseau d'infrastructures développé, les régions françaises sont en connexion directe avec un marché d'environ 500 millions de consommateurs européens.

L'accès au numérique est désormais un préalable indispensable aux entreprises d'un territoire pour prospérer dans une économie de plus en plus mondialisée. Très Haut Débit fixe, 4G et bientôt 5G sont les canaux privilégiés des échanges de capitaux et d'informations. La couverture numérique, partout et jusque dans les plus petits villages de France doit être réalisée sous peine d'un retard irrattrapable pour des territoires qui seraient « coupés du monde ». —

62%

des Français

considèrent qu'investir dans les infrastructures est vital pour la croissance économique future.



CRÉER

DU LIEN DANS LES TERRITOIRES

Q | CAS CONCRET

L'aménagement du complexe sportif Georges Hébert à Reims : reconnecter le quartier avec le reste de la ville.

Le projet d'aménagement des abords du complexe sportif Georges Hébert poursuivait deux objectifs : répondre à la demande des riverains du quartier Orgeval de pouvoir jouir d'une plus grande accessibilité au complexe et rendre le site plus visible et attractif auprès de tous les Rémois.

Les travaux ont porté sur l'amélioration de la desserte publique et des accès aux abords du complexe : pistes cyclables, mails piétons, création de places de stationnement, renouvellement du mobilier urbain, tranchées végétales, caméras de surveillance et bornes de recharge pour véhicules électriques.

Des modifications des contours du complexe ont également été apportées à travers notamment la création d'un parvis d'entrée et d'un city-stade. Ce projet de 3,4 millions d'euros a permis d'améliorer l'attractivité du complexe et de réduire l'enclavement des 6 000 habitants du quartier !



Découvrez la vidéo sur notre chaîne Youtube « Reims, Victoire Cohésion territoriale »

25% des Français se sentent assignés à leur territoire et subissent de plein fouet les inégalités sociales et territoriales. Les infrastructures jouent un rôle majeur pour offrir aux citoyens l'ouverture dont ils ont besoin et un meilleur cadre de vie.

— Assurer l'égalité des chances dans les territoires

Chaque Français, peu importe où il naît et où il grandit, doit bénéficier des mêmes chances de réussite. Le niveau d'équipement en infrastructures est déterminant et amplifie les trajectoires de développement des territoires. Ils connaissent ainsi des dynamiques de développement inégales qui peuvent entraîner parfois un sentiment d'oubli chez les habitants de zones rurales ou de quartiers de villes les plus en difficulté.

Il est donc nécessaire d'investir dans ces territoires. 83% des Français estiment, par exemple, qu'il faut garantir pour une majorité de Français l'accès à des lignes ferroviaires pour les trajets du quotidien *via* le maintien ou la création de lignes. Pourtant, alors qu'il est essentiel à la mobilité dans les territoires peu denses, le réseau de lignes de desserte fine du territoire est victime d'un sous-investissement chronique qui entraîne une dégradation de son état.



— Désenclaver les territoires et les populations

De nombreux citoyens sont confrontés à des difficultés d'accès à un service ou à l'emploi. Ainsi, près d'1 Français sur 4 a déjà dû renoncer à un travail ou à une formation faute de moyen de transport, tandis que 40% d'entre eux estiment ne pas disposer d'un accès facile et rapide au réseau local. Il est primordial de lutter contre cette assignation à résidence en mettant à disposition des citoyens des solutions de mobilité. En effet, 80% du territoire et 30% de la population sont situés dans des «zones blanches de mobilité». Ce sont notamment dans les territoires les moins denses que les citoyens sont le plus pénalisés avec des temps d'accès aux services de base qui dépassent souvent 10 minutes.

Sans oublier l'entretien des infrastructures de mobilité du quotidien, la construction d'infrastructures de dernière génération doit également être poursuivie. Elle permet à la fois de maintenir de hautes performances du réseau principal, mais aussi de pérenniser, voire accroître les circulations sur les autres parties du réseau. Par exemple, le TER a bénéficié des effets de la LGV Tours-Bordeaux avec une augmentation de 12% du trafic en Nouvelle-Aquitaine et de 9% en Occitanie.

— Améliorer le cadre de vie

Les populations sont de plus en plus surexposées au bruit, à la pollution, à la congestion, aux aléas climatiques..., des infrastructures performantes, adaptées et qui favorisent des déplacements propres permettent d'atténuer ces risques. Contournements routiers ou ferroviaires, voies piétonnes et cyclistes, accessibilité PMR, parcs, aménagement de quais, mise en lumière du patrimoine, contribuent à offrir des conditions de vie apaisées aux citoyens. En Île-de-France, 40% des trajets représentent moins de 5 kilomètres et pourraient ainsi être réalisés à vélo ou à pied par exemple. —



29%
des Français
estiment que l'accès
aux services publics
est l'élément le plus important
pour apprécier l'endroit
où ils vivent.

+ Plus d'infos sur www.fntp.fr

SE DÉPLACER AUTREMENT



15 MOBILITÉ

Q | CAS CONCRET

Coup de pouce à la mobilité électrique en région Rhône-Alpes.

Cinq syndicats d'énergie départementaux de l'Ardèche, des Hautes-Alpes, de la Drôme, de la Haute-Savoie et de l'Isère en région Auvergne-Rhône-Alpes ont initié la construction d'un réseau de 700 bornes de recharge pour véhicules électriques. Le « RÉSEAU eborn », offre ainsi une alternative de mobilité aux 3 millions d'habitants du territoire et pourrait éviter l'émission d'environ 11500 tonnes de CO₂ sur 10 ans. Le maillage de l'ensemble du territoire en points de charge est essentiel au soutien de la mobilité électrique dans le cadre de la transition énergétique. Alors que plus de la moitié des Français envisagent un parc automobile majoritairement électrique d'ici 20 ans, la France comptabilise moins de 26000 points de recharge accessibles et ouverts au public, fin mars 2019. C'est peu en comparaison à l'objectif de 100000 points de charge en 2022. Il est impératif d'accélérer le déploiement, car, au rythme actuel, il ne pourrait être atteint qu'avec plusieurs années de retard!

Les infrastructures sont au cœur des évolutions des modes de déplacement des Français. Elles accompagnent le développement d'une mobilité davantage décarbonée, inclusive, accessible et intelligente.

— Promouvoir la mobilité bas carbone

Avec 30% des émissions de gaz à effet de serre, le secteur des transports est le 1^{er} « contributeur » au changement climatique en France. La révolution de la mobilité vers des solutions bas carbone doit être engagée et les infrastructures en seront le principal support. L'essor des alternatives à la voiture individuelle peut être encouragé à travers la création d'aires de covoiturage, de gares routières, de lignes de tramway, de promenades pour piétons, de pistes cyclables... Les Français le demandent: selon un sondage Ipsos, ils attendent prioritairement de leur maire des actions de diversification et de renforcement de l'offre de transports publics et de mobilité douce.

— Accompagner le développement de la voiture autonome

Le développement du véhicule autonome doit pouvoir s'appuyer sur des infrastructures intelligentes pour pouvoir fonctionner en toute sécurité. En effet, il nécessite d'être en communication avec plusieurs sources de données, dont celles provenant de l'infrastructure elle-même.



AVIS D'EXPERT



Jean-Baptiste De Prémare
Délégué général
de Routes de France,

La route est au cœur de toutes les mobilités. Elle assure près de 90% des déplacements individuels ou collectifs et 90% du transport des biens. Elle devra s'adapter aux nouvelles mobilités: active, décarbonée, autonome, inclusive, partagée. Le syndicat a lancé une réflexion prospective avec le cabinet Chronos sur les nouveaux usages de mobilité à 2030 pour préparer les acteurs de la route à ces évolutions.



Voir l'étude sur
www.routesdefrance.com

70%

des salariés

utilisent principalement leur voiture pour aller travailler.

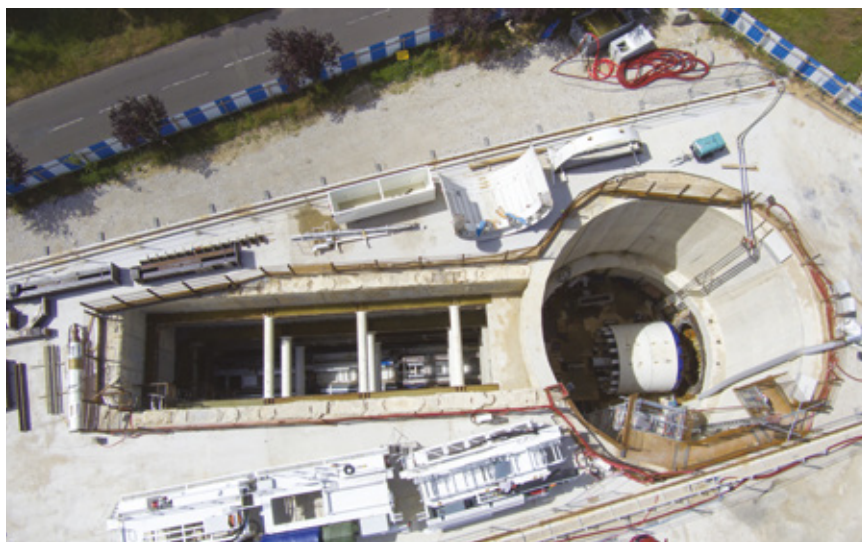
De plus, les réseaux doivent être bien entretenus afin que l'environnement dans lequel ils évoluent soit parfaitement balisé. Les enjeux sont grands mais les territoires ne sont pas encore prêts: 68% des collectivités estiment que l'équipement des routes qu'elles gèrent n'est pas adapté aux véhicules à délégation de conduite.



— Préparer l'avenir: s'appuyer sur la LOM

Avec la loi d'orientation des mobilités (LOM), le gouvernement prépare un changement en profondeur de la mobilité du quotidien dans les territoires. Ainsi, la LOM contient pour la première fois en France une loi de programmation des infrastructures. Elle consacre à leur entretien et à leur construction 13,4 milliards d'euros d'ici à 2022. Elle contient également une série de mesures destinées à supprimer les « zones blanches » de la mobilité dans les territoires, à permettre l'émergence de nouvelles solutions de déplacement et à soutenir le développement des transports bas carbone au service des citoyens.

En revanche, il manque une trajectoire de financement plus ambitieuse qui aurait permis de mieux préparer l'avenir. Celle choisie par le gouvernement ne permet pas de faire face aux besoins identifiés. ■



+ Plus d'infos sur
www.fntp.fr

CONNECTER

LES FRANÇAIS AU MONDE NUMÉRIQUE



Q | CAS CONCRET

Cap sur la fibre optique en région Grand Est!

Début 2019, seulement 32% des locaux sont éligibles à la fibre optique en région Grand Est, soit un niveau bien inférieur à la moyenne nationale qui s'établit à 42%. Lancé en juillet 2017, le projet LOSANGE, qui constitue un des plus grands réseaux d'initiative publique (RIP) de France, contribuera à combler ce retard. Il vise ainsi à connecter les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges à la fibre optique (FttH).

1,3 milliard d'euros sera consacré au déploiement de la fibre pour 3 600 communes et 830 000 prises. Plus de 5 ans de travaux seront nécessaires. Dans ce projet, l'accent est mis sur la réduction de la fracture numérique territoriale : les communes disposant d'un débit internet inférieur à 3 Mbit/s seront raccordées en priorité. Le projet LOSANGE permettra de généraliser l'accès au THD pour tous et ainsi créer les conditions de développement de nouveaux usages et services numériques dans l'ensemble de la région.

L'Internet Très Haut Débit (THD) fixe est le support indispensable des technologies d'aujourd'hui et de demain. Pourtant 42% des Français en sont toujours privés.

— Garantir un accès au THD partout et pour tous est indispensable

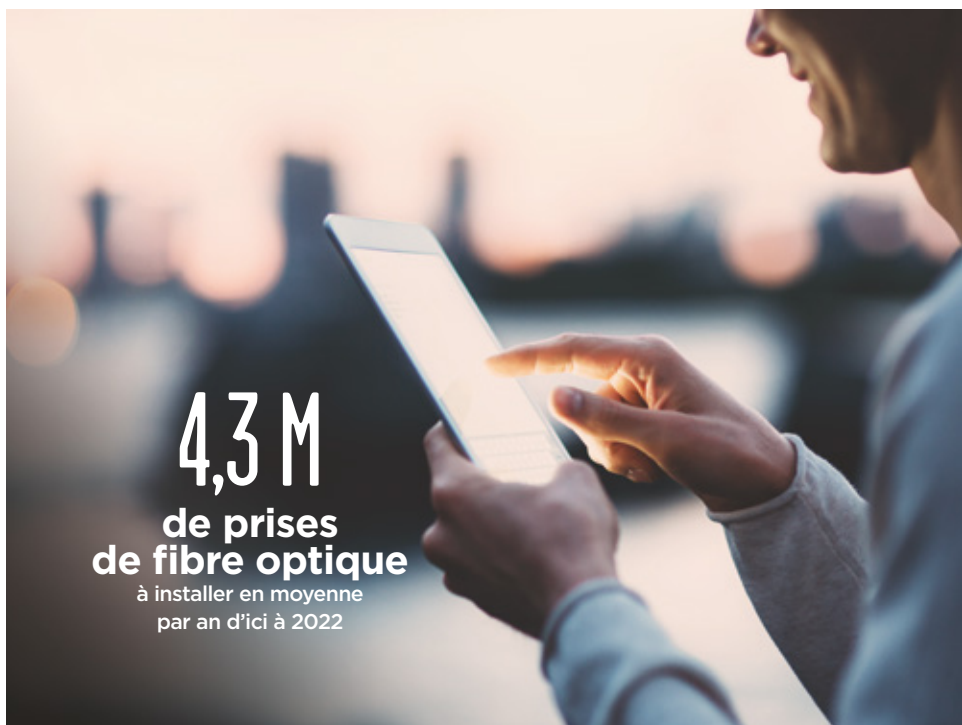
La couverture numérique et l'accès au Très Haut Débit (THD) est désormais le deuxième élément le plus important pour les Français pour apprécier l'endroit où ils vivent après l'accès aux services publics. Pourtant, 42% des Français en sont toujours privés. Un débit insuffisant, voire inexistant, signifie l'exclusion du monde actuel pour les citoyens comme pour les entreprises. La présence d'infrastructures THD performantes doit donc être garantie à court terme dans tous les territoires. La finalisation de la couverture en THD est aussi un enjeu crucial pour les préparer aux défis de demain : big data, Internet des objets, télémédecine, 5G, véhicule autonome... Elle conditionnera donc la capacité des territoires et de leurs habitants à saisir les opportunités permises par les nouvelles technologies.

— Lutter contre les inégalités de déploiement dans les territoires

La couverture numérique est très inégale. Les zones les plus denses bénéficient actuellement d'une infrastructure de qualité car elles ont été équipées en priorité par les opérateurs privés. À l'inverse, l'absence de couverture numérique dans certains territoires, allant des zones de montagne les plus reculées à certaines périphéries des grandes agglomérations, provoque un sentiment d'abandon et d'exclusion qui grandit à mesure que les nouveaux usages se développent. Dans les communes de moins de 1000 habitants, soit 75% des communes françaises et 15% de la population, près du tiers de la population n'a par exemple pas accès à un Internet de qualité.

— Accélérer le déploiement de la fibre optique

Au 30 juin 2019, 58% des Français ne sont toujours pas éligibles à la fibre optique (FttH). Le Plan France Très Haut Débit prévoit la couverture de 80% du territoire en FttH d'ici à 2022, puis 100% en 2025.



4,3 M
de prises
de fibre optique
à installer en moyenne
par an d'ici à 2022



AVIS D'EXPERT

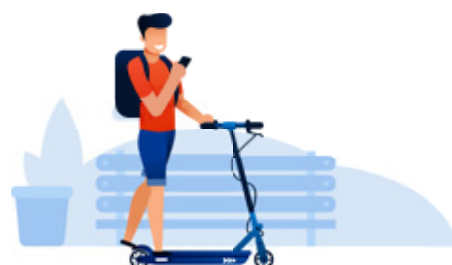


Anne Valachs
Directrice générale du SERCE -
Les entreprises de la transition
énergétique et numérique

Pour répondre aux enjeux du déploiement de la fibre optique dans les territoires, les entreprises du SERCE recrutent de nombreux profils. Le syndicat a ainsi initié plusieurs actions afin d'attirer davantage de jeunes dans les métiers de la fibre optique : création du CQP «Monteur raccordeur FttH», pilotage du pôle Formation d'Objectif Fibre, animation du réseau de centres de formation partenaires...

Pour y arriver, il faudra accélérer le déploiement, notamment dans les zones rurales ou difficiles d'accès : ce sont en moyenne 4,3 millions de prises qu'il faudra installer chaque année contre 3,5 millions en 2018. Si l'objectif à horizon 2022 est tenu, il restera encore plus de 6 millions de locaux à raccorder ce qui nécessitera le déblocage de 2,6 milliards d'euros d'investissements publics supplémentaires en faveur des territoires les moins denses. —

42%
des Français
n'ont pas accès au THD fin 2018.



CONCEVOIR LES TERRITOIRES DE DEMAIN

Q | CAS CONCRET

Dijon Métropole: les infrastructures au service de la Smart City.

La métropole de Dijon se lance dans la «ville intelligente» avec le projet OnDijon. En avril 2019, elle a ainsi mis en service un poste unique de pilotage de la métropole. L'ensemble des équipements publics des 23 communes de Dijon Métropole sont désormais reliés à un système de gestion centralisé. Cette transformation du territoire est rendue possible par l'investissement de la métropole dans la modernisation de ses infrastructures: plus de 240 kilomètres de fibre optique déployés, 34 000 points lumineux munis d'éclairage LED, 113 carrefours et 180 bus équipés d'un système de circulation prioritaire, 269 caméras de vidéoprotection renouvelées...

Les gains pour la collectivité sont multiples à travers la simplification et une meilleure coordination des travaux d'entretien des espaces publics, la fluidification et la régulation du trafic routier, l'amélioration des systèmes de sécurité et de dialogue avec la population, la création de 45 emplois, 15 millions d'euros de gains économiques sur la durée du contrat, 65% d'énergie économisée...

Les 265 000 habitants de la métropole bénéficient ainsi au quotidien d'un territoire plus connecté, durable et attractif!



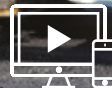
Les entreprises de Travaux Publics innovent quotidiennement afin de proposer de nouvelles façons de concevoir, entretenir, moderniser les infrastructures et de fournir de nouveaux services aux collectivités et aux citoyens.

— Les infrastructures, piliers des «territoires intelligents»

Un «territoire intelligent» peut être défini comme un espace connecté au service du bien-être de ses habitants. Les infrastructures se situent au cœur de ces évolutions des lieux de vie: les réseaux de fibre optique représentent les voies de circulation des données indispensables au fonctionnement de «smart territoires». De plus, les réseaux eux-mêmes deviennent «intelligents» en étant capables de récupérer, analyser et communiquer les données. Les infrastructures entrent ainsi dans l'ère de l'Internet des objets: des capteurs installés sur les canalisations mesurent en temps réel les niveaux de la qualité de l'eau potable ou la présence de fuites et en informent les autorités, les smartgrids permettent une gestion de l'énergie au plus près des besoins, la gestion dynamique des voies et les parkings connectés fluidifient le trafic...

— Les ouvrages deviennent multifonction

Qu'ils soient d'eau, d'énergie ou de transport, les réseaux dotés d'autres fonctions que leur utilité première se multiplient. Ainsi, des chaussées captent et stockent la chaleur du soleil puis la restituent aux habitations et équipements publics alentours ou directement sur place en hiver évitant ainsi le déneigement des voies. Des aires de parking drainantes renforcent les capacités de lutte contre les inondations. De nouvelles générations de bitumes absorbent la pollution ou les bruits liés au trafic routier et réduisent l'intensité des îlots de chaleur. Des systèmes d'éclairage publics LED performants sont associés à des revêtements de chaussées clairs afin de diminuer de moitié la facture des collectivités. Toutes ces innovations ont un même but: découpler les performances des réseaux au service de l'intérêt général.



Découvrez la vidéo sur notre chaîne Youtube «Parlons du BIM»

+ FOCUS

Les outils numériques s'invitent dans les Travaux Publics

et facilitent le travail quotidien des salariés: tablettes, applications spécialisées, maquettes numériques (BIM), logiciels de relevé d'informations sur chantier, scanners et imprimantes 3D... La haute technologie est également utilisée pour soulager les tâches physiques sur les chantiers: gants bioniques, exosquelettes, mini-tunneliers, drones et l'apparition de premiers véhicules autonomes et électriques laisse présager de nombreuses innovations à venir!



AVIS D'EXPERT



Dominique Chevillard
Directeur Technique
et de la Recherche à la FNTF

La FNTF organise chaque année la «Journée des innovations». C'est l'occasion de mettre en lumière le savoir-faire des entreprises du secteur dans les domaines technique, santé-prévention, ressources humaines, performances énergétique et environnementale, formation et juridique... La Fédération encourage ainsi les entreprises à imaginer les marchés de demain.

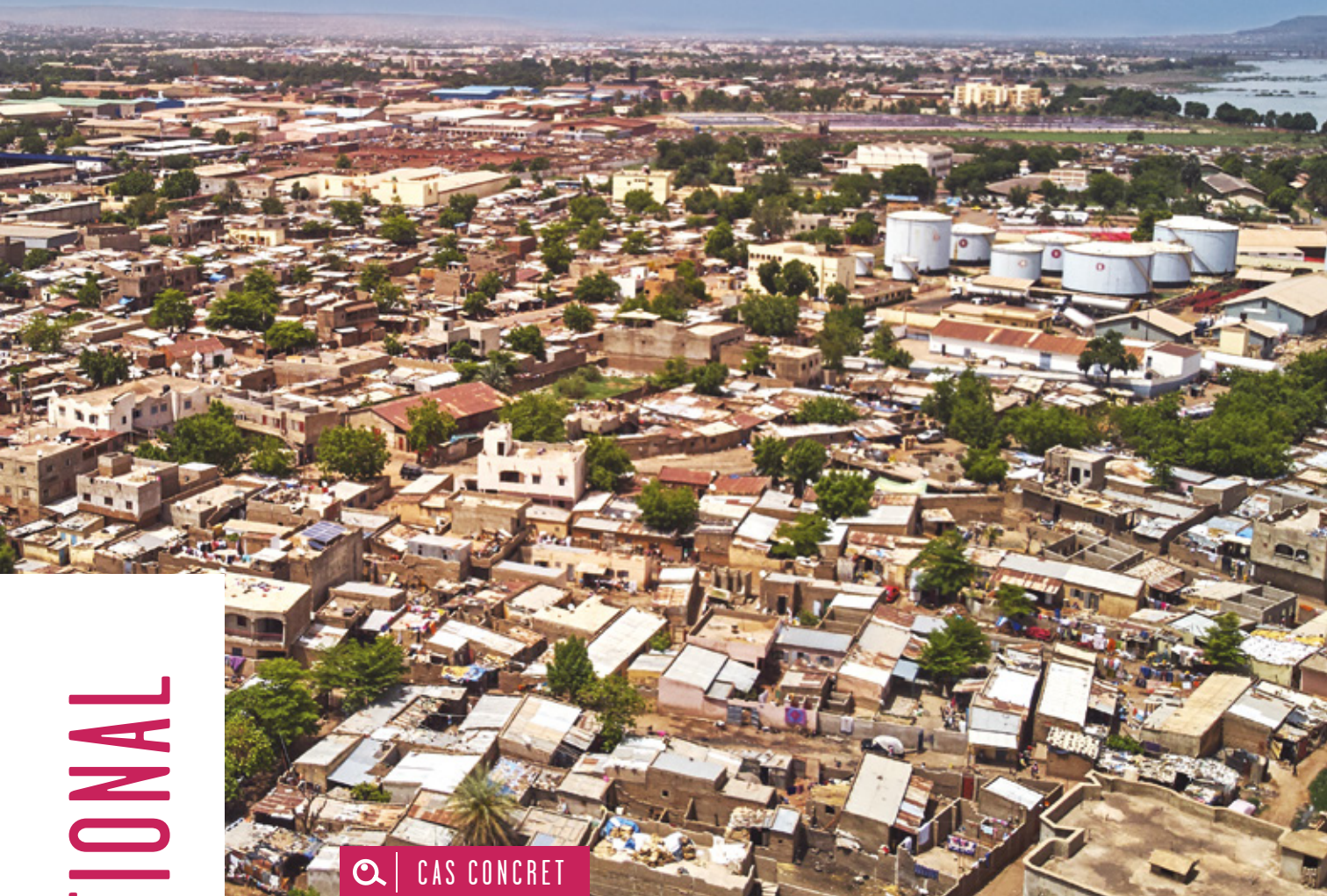


— Mieux vaut prévenir que guérir

Réparer aujourd'hui est plus rentable que remplacer demain. Les entreprises de Travaux Publics développent leur capacité à utiliser les données numériques à des fins prédictives et préventives. En anticipant les pannes, la maintenance prédictive permet de diminuer les coûts d'entretien et de réparation pour la collectivité. Les opérations à réaliser sont souvent moins importantes que lors d'une intervention curative ou corrective. C'est également une source de désagrément en moins puisqu'une infrastructure bien entretenue a moins de risques de s'arrêter de fonctionner ou de ne plus être utilisable. Le recours à des capteurs sur les ponts pour prévenir l'apparition de fissures ou de déformations et éviter ainsi l'arrêt brutal de la circulation est un exemple parmi d'autres des avantages apportés par cette nouvelle stratégie d'entretien. —

APPORTER

LES MEILLEURES SOLUTIONS PARTOUT



Q | CAS CONCRET

Sécuriser l'accès à l'eau potable de Bamako.

Assurer un approvisionnement fiable en eau potable est un enjeu fort pour la capitale du Mali. En effet, la pénurie et les coupures font partie du quotidien de ses habitants depuis des décennies. Des investissements importants sont effectués pour y remédier depuis 2011. Le projet consiste en la construction d'une station de traitement d'eau d'une capacité de 144 000 m³ par jour, la réalisation de 20 000 m³ de stockage, 300 kilomètres de conduites, 70 000 branchements et 400 bornes fontaines. Les travaux sont réalisés dans un environnement urbain dense

et nécessitent le passage de plusieurs rivières et de routes à doubles voies. De nombreux salariés sont également embauchés localement. Inaugurée en juin 2019, la nouvelle station d'épuration de Kabala et son réseau alimentent désormais 1 million de Bamakois en eau potable. Cet accès sécurisé à l'eau potable a de nombreux avantages économiques et sociaux comme la diminution des risques de contamination de l'eau, la baisse des dépenses en eau des habitants, ainsi que l'amélioration de la santé et du confort de vie des Bamakois.

Les entreprises françaises de Travaux Publics excellent à l'international. Cette position de leader n'est possible que si elles disposent en France d'un marché fort sur lequel s'appuyer pour développer leur savoir-faire aussi bien au travers d'expérimentations innovantes, de construction d'ouvrages majeurs que pour des travaux sur les infrastructures du quotidien.

— **Des besoins colossaux**

Les entreprises de Travaux Publics construisent, entretiennent et modernisent les infrastructures nécessaires au bien-être des populations partout dans le monde. Qu'elles soient d'eau, d'énergie, de mobilité, de loisirs..., leur construction est souvent synonyme d'amélioration des conditions de vie pour des habitants qui ne bénéficient pas des services essentiels au développement économique ou à la santé. Les besoins dans le monde sont énormes: 3 personnes sur 10 n'ont pas accès à des services d'approvisionnement en eau potable gérés de manière sûre, plus d'1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité... Entre 2019 et 2023, les investissements mondiaux dans les infrastructures devraient ainsi progresser de près de 5% en moyenne par an, principalement en Asie. C'est essentiel car construire des infrastructures plus résilientes qui permettent de s'adapter au changement climatique et protéger les populations est rentable. Selon la Banque mondiale, avec 65 milliards de dollars par an d'investissements d'ici à 2030,



AVIS D'EXPERT



Richard Touroude
Directeur des affaires internationales

Les marchés étrangers représentent d'importants débouchés pour les entreprises françaises de Travaux Publics avec 44% de leur chiffre d'affaires réalisé à l'international. Pour qu'elles jouent à armes égales avec la concurrence, la FNTF défend leurs intérêts auprès des fédérations patronales européennes et mondiales ainsi qu'auprès des institutions internationales et des banques multilatérales de développement.

les pays en développement en tireraient un bénéfice net compris entre 2000 et 4200 milliards de dollars sur la durée de vie de ces infrastructures, soit près de 6 fois les investissements initiaux!

— **Relever tous les défis**

Les entreprises françaises du secteur bénéficient d'une expérience mondiale en matière d'ingénierie financière et de gestion de projets complexes qui leur permet de mener à bien tous types

de projets au service des populations. Sollicitées dans des espaces urbains ultra-denses tout comme dans des milieux naturels désertiques, tropicaux, côtiers..., les entreprises françaises de Travaux Publics s'adaptent à de multiples situations. Il est ainsi fréquent qu'elles évoluent dans des environnements extrêmes: construction d'un aéroport en terres inuit, agrandissement et modernisation d'une route dans les provinces centrales du Canada, installation de l'arche sur mesure de la centrale nucléaire de Tchernobyl, construction de réservoirs cryogéniques à 400 kilomètres au-delà du cercle polaire...

— **Des partenaires locaux**

En faisant appel aux entreprises françaises de Travaux Publics, les territoires étrangers investissent sur le long terme. En effet, les entreprises de la profession forment de nombreux collaborateurs à travers le monde, majoritairement recrutés en local, et toujours dans le respect du droit du travail. Elles contribuent ainsi à la création d'entreprises sous-traitantes dans les pays d'accueil, capables de faire face seules aux projets de moindre envergure comme de participer, aux côtés des entreprises françaises, aux opérations les plus importantes. Les actions de formation de la main-d'œuvre locale contribuent à la réduction du chômage, à la diffusion des bonnes pratiques environnementales et de sécurité, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité des ouvrages et à l'acquisition de compétences pérennes au sein de structures économiquement viables. —

3 personnes sur 10
n'ont pas accès à des services d'approvisionnement en eau potable dans le monde.



FORMER ET EMPLOYER DANS LES TERRITOIRES



Q | CAS CONCRET

« Mes études, ça a été les meilleures années de ma vie! »

J'ai attrapé la fibre des Travaux Publics dès mon plus jeune âge. Je regardais un chantier à côté de chez moi et j'ai eu la chance d'être autorisé à monter dans la cabine d'une pelleuse. Ce jour-là, j'ai su que je voulais être conducteur d'engins.

À la fin du collège, j'ai donc entamé un CAP conducteur d'engins à l'école des Travaux Publics d'Égletons. Mes études, ça a été les meilleures années de ma vie! Entre l'école avec les copains et travailler sur différents chantiers en entreprise, j'ai appris un métier dans une super ambiance. Désormais, après un an et demi de formation en alternance, je suis aide-chef d'équipe. C'est une belle responsabilité à mon âge!

Que l'on soit en entreprise ou à l'internat, tous les métiers se côtoient dans les Travaux Publics. Les échanges entre spécialités et entre générations sont très riches, il y a toujours quelque chose à découvrir de l'autre. Ce que j'aime aussi, c'est que l'on fait vraiment tout de A à Z sur un chantier: maçonnerie, voirie, pose de canalisations... Il faut être polyvalent! C'est très varié et on voit le résultat final de son travail, c'est vraiment valorisant.

Baptiste Desormière,
22 ans, canalisateur et conducteur d'engins.

Le secteur recrute et propose de véritables carrières à construire selon la motivation de chacun. Intégrer le secteur, c'est choisir un métier utile et essentiel à tous! Concevoir la ville de demain et contribuer à préserver la planète sont au cœur des métiers des Travaux Publics.

— Des formations près des jeunes, pour les jeunes

Les écoles de formation aux métiers des Travaux Publics sont présentes sur l'ensemble du territoire français. Choisir une orientation scolaire dès le plus jeune âge n'est pas toujours aisé et la proximité des écoles du secteur est une opportunité supplémentaire offerte aux étudiants pour trouver leur voie. Du BEP au Bac +5, tous les âges et tous les niveaux de diplômes sont présents dans les Travaux Publics. En 2018, près de 40 000 jeunes ont été formés dans le secteur. Les cursus sont variés: en formation à plein temps ou en apprentissage, chacun y trouve son compte! En 2018, 8 500 jeunes ont par exemple suivi un apprentissage du CAP au Bac +5. Il est essentiel de maintenir le cap: les entreprises de la profession souhaitent recruter 20 000 apprentis d'ici à 2025!

— Des métiers pour les territoires

Les Travaux Publics proposent des métiers variés, liés aux dernières technologies, ouverts sur un monde plus respectueux de son environnement. La diversité des métiers et les nombreuses possibilités d'évolution en font un secteur où tout est possible pour qui veut réussir. Les entreprises recrutent à tous les niveaux, que ce soit en préparation de chantier comme l'ingénieur d'études ou le géomètre-topographe, en exécution de chantier comme le constructeur de routes, le raccordeur en fibre optique, le mécanicien d'engins, le technicien de laboratoire..., ou en encadrement de chantier comme le chef d'équipe, de chantier, le conducteur de travaux et le directeur de travaux. Ces différents métiers s'exercent sur les chantiers du quotidien initiés par les territoires au service de leurs habitants. Investir dans l'entretien, la modernisation et la construction des réseaux contribue ainsi à renforcer la formation des jeunes et leur épanouissement professionnel.



+ FOCUS

Les Travaux Publics, des métiers d'hommes?

Bien qu'elles soient encore trop minoritaires dans la profession par rapport aux hommes, de nombreuses femmes rejoignent chaque année la profession. En 2018, 30 % des femmes travaillant dans les Travaux Publics exercent des métiers de cadre et 66 % d'ETAM. En préparation et sur les chantiers, la présence féminine est appréciée et désormais de plus en plus demandée par les équipes!

— Des valeurs à transmettre

Alors que les jeunes cherchent de plus en plus un sens à leur carrière professionnelle, la possibilité offerte par les métiers des Travaux Publics de voir chaque jour le fruit de son travail est essentiel. Travailler dans les Travaux Publics, c'est participer à des réalisations concrètes et essentielles. Les salariés passent ainsi devant un ancien chantier devenu depuis un pont indispensable à la circulation, un stade où se retrouver le dimanche... Agir au quotidien sur les chantiers, c'est la fierté d'être utile à son territoire, ses voisins, sa famille. —



AVIS D'EXPERT



Corine Le Sciellour
Directrice générale déléguée
et de la communication
à la FNTP

La FNTP a lancé une grande campagne #FranchementRespect à destination des jeunes pour mieux faire connaître les métiers des Travaux Publics et les valeurs du secteur: clip et concours de rap, chantier en réalité virtuelle, émissions sur Skyrock... Une communication nécessaire car la profession prévoit de recruter 200 000 personnes dans les 5 ans!

Découvrez la vidéo sur
www.fntp.fr/metiers
#FRANCHEMENTRESPECT

PROPOSER

DE VÉRITABLES CARRIÈRES PROFESSIONNELLES



10 INSERTION

Q | CAS CONCRET

« Cette solidarité entre collègues sur les chantiers, ça m'a vraiment marqué. »

L'école ce n'était pas trop mon truc, alors après le lycée j'ai décidé de m'orienter vers un métier manuel. J'ai choisi les Travaux Publics parce que je me suis toujours demandé comment sont construits ces grands ouvrages que l'on voit tous les jours comme les ponts, les barrages, les tunnels... Ça me paraissait extrêmement technique et je voulais en découvrir les ficelles. Et puis j'avais envie de voyager et c'est vraiment permis par ce métier. On peut bien sûr travailler dans une région donnée mais aussi être affecté à des équipes itinérantes. Par exemple, j'ai participé à la construction de l'A65 à Pau, au tunnel de Monaco et à celui de Violay dans le département de la Loire. Aujourd'hui, je perfectionne mes compétences de maçon-coffreur et de conducteur d'engins en participant à l'agrandissement d'un ouvrage d'art sur l'A9, près de Perpignan. Pour réussir dans les Travaux Publics, il faut faire preuve de motivation car ce sont des métiers qui demandent de l'engagement et de la polyvalence, mais il existe un vrai esprit d'équipe et il y a toujours un compagnon prêt à aider dans les moments difficiles. Cette solidarité entre collègues sur les chantiers, ça m'a vraiment marqué. On est comme une grande famille. Actuellement, je suis ouvrier qualifié et je suis en formation pour passer chef d'équipe en début d'année prochaine. J'ai hâte d'y être!

Thomas Lecerf,
30 ans, conducteur d'engins et maçon-coffreur.

Entretien, moderniser et construire de nouvelles infrastructures, c'est directement soutenir l'emploi dans les territoires, permettre la construction de véritables carrières professionnelles pour les habitants et donner une seconde chance aux publics éloignés de l'emploi.

— Des emplois avant tout locaux

Investir dans les infrastructures permet de faire travailler de nombreuses personnes localement, aussi bien en zone urbaine que rurale. Les entreprises de Travaux Publics sont bien réparties sur le territoire. Alors que près de 23% de l'ensemble des salariés français sont localisés en Île-de-France, ils sont moins de 18% dans le secteur. De plus, les chantiers offrent une grande variété de tâches: terrassement, génie civil, pose de canalisations, de fibre optique... Il y en a pour tous les goûts et la routine n'existe pas sur les chantiers!

— Tous les profils s'expriment sur les chantiers

Avec ou sans diplôme, homme ou femme, tout le monde est le bienvenu dans les entreprises de Travaux Publics à condition d'être appliqué et motivé. De même, de nombreuses générations se côtoient sur les chantiers. Avec près de 3 salariés sur 10 qui ont plus de 50 ans, les plus jeunes sont bien encadrés.



AVIS D'EXPERT



Richard Langlet
Chef des services formation et santé-sécurité à la FNTF

Depuis 2018, la profession soutient les jeunes en formation aux métiers des Travaux Publics et leur propose des bourses pour financer leurs études. Plus de 150 bourses sont ainsi octroyées chaque année: 100 sur critères sociaux à des jeunes sans qualification ni emploi, issus de milieux défavorisés et 54 sur critères d'excellence, en fonction des résultats scolaires.

32%

des salariés
des Travaux Publics ont
moins de 35 ans.

Toutefois, la fraîcheur et le dynamisme sont également recherchés: les moins de 35 ans représentent près du 1/3 des emplois.

— Appréhender sereinement l'avenir

Que l'on souhaite rester proche de sa terre natale ou partir à l'aventure, la diversité des entreprises de Travaux Publics offre de multiples opportunités de carrières à ses salariés. Les chantiers au plus proche des citoyens font plutôt appel aux petites entreprises locales qui maillent les territoires, alors que les plus grandes entreprises présentes à l'international sont généralement sollicitées pour effectuer des missions sur des grands projets nationaux ou à l'étranger.

De plus, les emplois dans le secteur sont durables: 86% des contrats sont de durée indéterminée. Un vrai atout pour les citoyens qui souhaitent développer des projets d'achat immobilier, d'agrandissement de la famille... —

⊕ FOCUS

Intégrer des profils éloignés de l'emploi

S'ouvrir les portes d'un nouvel avenir professionnel en seulement 11 semaines, c'est possible! Pour répondre aux besoins à court et moyen terme de recrutement des entreprises sur les postes de mécaniciens d'engins, la profession propose désormais à des demandeurs d'emploi en Île-de-France, Pays de la Loire et PACA, une formation courte de 11 semaines à la maintenance d'engins.



+ Plus d'infos sur www.fntp.fr

EN SAVOIR PLUS

SUR LA FNTP

NOS MISSIONS

— La Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP) représente les entreprises de Travaux Publics de toutes tailles, spécialités ou régions. Ce sont ces entreprises qui construisent et entretiennent les infrastructures, et qui participent à la compétitivité, à la cohésion territoriale et à la transition écologique de notre pays.

Près de 2 000 entrepreneurs et professionnels des Travaux Publics « bénévoles » sont présents au sein des commissions fédérales, des instances des fédérations régionales et des syndicats de spécialités pour coordonner leurs actions et partager leurs expertises.

La vocation de la FNTP est de faire valoir les intérêts de la profession et de promouvoir les meilleures conditions de développement du marché des Travaux Publics, de contribuer à la qualité du dialogue social notamment à travers la négociation collective de branche et d'assurer un haut niveau de services à l'ensemble de ses adhérents.

Les missions de la FNTP s'inscrivent dans l'écosystème de la construction. Elle agit auprès et avec les acteurs publics et autres parties prenantes au niveau français, européen et international.

#FRANCHEMENTRESPECT SAISON 2

En 2018, la FNTP lançait la campagne de communication #FranchementRespect pour attirer les jeunes dans les métiers des Travaux Publics. Avec 6% d'inscriptions supplémentaires d'apprentis dans le réseau Excellences Travaux Publics et le grand prix Stratégies de la meilleure campagne de recrutement 2019 obtenu, l'opération est un succès!

La campagne s'accélère cette année avec un concours de rap dans les collèges, des émissions sur Skyrock, des dispositifs pédagogiques de réalité virtuelle dans les collèges,



des événements exceptionnels de démonstrations des métiers sur le terrain, des vidéos métiers en ligne...

Les projets sont nombreux et avec un objectif commun : faire découvrir les métiers et les valeurs des Travaux Publics auprès des jeunes!

 Pour aller plus loin : www.fnftp.fr/metiers

EN DIRECT, VIDÉOS, TWEETS...



Interview de Bruno Cavagné sur BFM Business

Suivez les prises de parole de la profession sur les sujets qui vous concernent sur notre site internet et les réseaux sociaux.

 REVOIR LES VIDÉOS



Déploiement du THD : où en est-on ?

Découvrez chaque semaine un sujet d'actualité ou de fond décrypté en vidéo par les équipes de la FNTP : DÉCRYPTAGE TP.

 REVOIR LES VIDÉOS



POUR PLUS D'INFOS,
rendez-vous sur
www.fnftp.fr

SUIVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ sur les réseaux sociaux



Retrouvez-nous
bientôt sur Snapchat

LES FÉDÉRATIONS RÉGIONALES

AUVERGNE- RHÔNE-ALPES

— SIÈGE

23, avenue Condorcet
CS 60122
69616 VILLEURBANNE CEDEX
Tél.: 04 37 47 39 75
Fax: 04 78 17 75 64
frtpaura@fnftp.fr
www.frtprhonealpes.fr

— DÉLÉGATION AUVERGNE

Maison des Industries
et des TP d'Auvergne
9, rue du Bois Joli - BP 10063
63802 COURNON
D'Auvergne
CEDEX
Tél.: 04 73 42 27 00
Fax: 04 73 42 27 05
frtpaura@fnftp.fr
www.frtpauvergne.fr

BOURGOGNE- FRANCHE-COMTÉ

— FRTP BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

Le Samourai II
3, rue René Char
21000 DIJON
Tél.: 03 80 41 93 21
Fax: 03 80 41 93 20
frtpbfc@fnftp.fr

— DÉLÉGATION FRANCHE-COMTÉ

ÉCOPÔLE
4, rue Camille Flammarion
Impasse Lucien Auguste Vérité
25000 BESANÇON
Tél.: 03 81 41 16 16
Fax: 03 81 41 16 10
frtpbfc@fnftp.fr

BRETAGNE

— FRTP BRETAGNE

2, rue des Maréchaux
35132 VEZIN-LE-COQUET
Tél.: 02 99 63 66 33
Fax: 02 99 63 56 36
breta@fnftp.fr

CENTRE-VAL DE LOIRE

— FRTP CENTRE VAL DE LOIRE

32, rue Charles Sanglier
45000 ORLÉANS
Tél.: 02 38 54 12 27
Fax: 02 38 53 93 29
centre@fnftp.fr

GRAND EST

— PÔLE BTP ESPACE EUROPÉEN

DE L'ENTREPRISE
1A, rue de Dublin
67300 SCHILTIGHEIM
Tél.: 03 88 35 59 65
Fax: 03 88 24 14 66
grandest@fnftp.fr

— FÉDÉRATION LORRAINE

3, rue Jean-Antoine Chaptal
CS 35580
57078 METZ
Tél.: 03 87 74 38 45
Fax: 03 87 74 98 37
lorrai@fnftp.fr
www.frtplorraine.fr

— FÉDÉRATION ALSACE

Pôle BTP Espace européen
de l'Entreprise
1A, rue de Dublin
67300 SCHILTIGHEIM
Tél.: 03 88 35 59 65
Fax: 03 88 24 14 66
alsace@fnftp.fr

— FÉDÉRATION CHAMPAGNE-ARDENNE

Parc technologique
du Mont Bernard
8, rue Dom Pérignon - BP 64
51006 CHÂLONS-EN
CHAMPAGNE CEDEX
Tél.: 03 26 69 34 70
Fax: 03 26 69 34 71
champagne-ardenne@fnftp.fr
www.frtpchampagneardenne.fr

HAUTS-DE-FRANCE

— FRTP HAUTS-DE-FRANCE

268, boulevard Clémenceau
59700 MARCQ-EN-BARŒUL
Tél.: 03 20 98 00 33
hdf@fnftp.fr

— DÉLÉGATION PICARDIE

6, rue Colbert
80000 AMIENS
Tél.: 03 22 71 76 00
Fax: 03 22 80 03 24
frtppicardie@fnftp.fr

ÎLE-DE-FRANCE

— FRTP ÎLE-DE-FRANCE

9, rue de Berri
75008 PARIS
Tél.: 01 47 66 01 23
Fax: 01 47 66 10 39
idf1@fnftp.fr

LA RÉUNION

FÉDÉRATION RÉUNIONNAISE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Rue du Pont - CS 41051
97404 SAINT-DENIS CEDEX
Tél.: 02 62 41 70 87
Fax: 02 62 21 55 07
contact@frbtp.re

NORMANDIE

— FRTP NORMANDIE

Siège régional:
Parc du Zénith, Bâtiment B1
420, Avenue des Canadiens
76650 PETIT COURONNE
Tél.: 02 35 61 02 71
Fax: 02 35 60 75 51

Antenne à Caen:
12, rue Ferdinand Buisson
14280 SAINT CONTEST
Tél.: 02 35 61 02 71
Fax: 02 35 60 75 51
normandie@fnftp.fr

NOUVELLE AQUITAINE

— FRTP NOUVELLE AQUITAINE

Maison du BTP
1, bis avenue de Chavailles
CS 62013
33525 BRUGES CEDEX
Tél.: 05 56 11 32 00
Fax: 05 56 11 32 02
aquitai@fnftp.fr

— DÉLÉGATION LIMOGES

22, rue Atlantis
BP 6954
87069 LIMOGES CEDEX
Tél.: 05 55 35 07 05
Fax: 05 55 35 07 09
limousin@fnftp.fr

DÉLÉGATION POITIERS

26, rue Gay-Lussac
BP 20958
86038 POITIERS CEDEX
Tél.: 05 49 61 49 75
Fax: 05 49 44 09 44
pchar@fnftp.fr

OCCITANIE

— FRTP OCCITANIE

SIÈGE
7, square Boulingrin
BP 31514
31015 TOULOUSE CEDEX 6
Tél.: 05 61 25 71 05
Fax: 05 61 25 83 40
occitaniepy@fnftp.fr

— DÉLÉGATION MÉDITERRANÉE

ZA de Tournezy
1, Passage Jean Cocteau
34070 MONTPELLIER
Tél.: 04 67 69 00 00
Fax: 04 67 69 00 19
occitaniemed@fnftp.fr

PAYS DE LA LOIRE

— FRTP PAYS DE LA LOIRE

Rue Edmé Mariotte
CP 40769
44307 NANTES CEDEX 3
Tél.: 02 28 01 00 60
Fax: 02 28 01 00 69
paysdelaloire@fnftp.fr

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

— FRTP PROVENCE ALPES-CÔTE D'AZUR

344, boulevard Michelet
13009 MARSEILLE
Tél.: 04 91 77 89 31
Fax: 04 91 76 36 82
paca@fnftp.fr

Les chiffres et sondages utilisés dans ce rapport proviennent des sources suivantes:

ADEME, AFD, Ambassade de France, AMF, AQST, ARAFER, ARCEP, Avere France, Avicca, Banque des Territoires, Banque Mondiale, BVA, Capgemini Invent, Crédoc, Cepivof, CGDD, CNETP, Colas, Constructys, Cour des comptes, DGE, ELABE, EY, FNTP, France Stratégie, Germanwatch, GIVERE, Global Infrastructure Investor Association, Gouvernement, Grand Est projet Losange, GRTgaz, IDRRIM, IMDM, INSEE, InfraNum, Institut Montaigne, Institut Odoxa, IPSOS, IRENA, Laboratoire de la mobilité inclusive et l'association Wimoov, Les Canaliseurs, LISEA, ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, ministère de la Transition écologique et solidaire, Observatoire de l'eau, Routes de France, RTE, Sénat, SERCE, SISPEA, SNCF Réseau, SER, UFC-Que choisir, UIE, Union des Aéroports Français, UNESCO, URF, UTP.

Crédits photos:

Colas (© Hervé Fabre, © Jean-Dominique Billaud/Nautilus Photographie, © Christian Pedrotti, © James Jacques); Eiffage (© Daniel Jamme, © Marc Ginot, © Alexis Toureau, © Cyrille Dupont - The Pulse, © Jean-Christophe Hecquet); FNTP (© Christophe W.SIEBERT); RAZEL BEC (© D.Feintrenie, © Yves Chanoit, © David Merle); © SADE; SERCE (© SPIE Rail, © Vincent Jacques); SPIE BATIGNOLLES (© Xavier BOYMOND); VINCI (© Stéphane Lavoué, © Richard Nourry, © Francis Vigouroux); © Cyril OLIVIER/COproduction; © Entreprise CHARIER; Istock; © Photothèque NGE.

Conception et réalisation: CIMAYA

TP Informations n° 77 - Édition novembre 2019 - N° ISBN: 2-906243000-0



Fédération Nationale des Travaux Publics
3 rue de Berri - 75008 PARIS
Tél.: 01 44 13 31 44 - Fax: 01 45 61 04 47
Contact : infos@fntp.fr
Pour suivre notre actualité : [@FNTP_info](https://www.instagram.com/FNTP_info)

